

# LES « NATIONAUX » ET L'ÉCOLE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Le « Vichy d'avant Vichy »

J e a n - M i c h e l B a r r e a u

« **T**out ce qui est national est nôtre »<sup>1</sup>. Ce cri du cœur, poussé à la gloire de la Nation, est celui d'un journal pédagogique : les *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*. Les *Cahiers*, comme on dit familièrement, sont à droite, le grand organe fédérateur qui, dans l'entre-deux-guerres, réfléchit et milite pour l'école. Car il existe – on ne le sait pas assez<sup>2</sup> – tout un vivier pédagogique qui, dans ce camp politique, œuvre pour la cause scolaire. Les « nationaux », comme ils se nomment eux-mêmes<sup>3</sup>, sont prolixes, prosélytes et nombreux à prendre la plume pour défendre leurs idées. Souvent illustres, quelques fois plus anonymes, ils ferraillent dur contre le Cartel des Gauches, le Front populaire et, plus généralement, contre la République, les « Lumières » et la Révolution française. Ils parlent de « traditions », de « terroir », refusent la « science », et prônent la sélection<sup>4</sup>. Leurs adversaires ont pour noms Ferdinand Buisson, Édouard Herriot, Jean Zay, Paul Painlevé, François-Albert, Alphonse Aulard, ou Victor Basch. Ils luttent âprement contre le Syndicat National des Instituteurs, et leur chef André Delmas, ou la Ligue de l'enseignement. Ils se battent de toutes leurs forces contre la suppression des « décrets-Bérard » en 1925, la gratuité du secondaire de 1928 à 1933 sous l'impulsion d'Herriot, la prolongation de la scolarité jusqu'à quatorze ans, le rapprochement des deux « ordres », primaires et secondaires.

Mais surtout, les « nationaux » représentent, pour la cause scolaire, un véritable « Vichy d'avant Vichy » (pour paraphraser l'expression de François-Georges Dreyfus<sup>5</sup>). Cette droite de l'entre-deux-guerres est un puissant bastion militant (et l'objet de l'article est de le montrer), qui donne les orientations, trace les lignes de conduite, construit toute la « philosophie » – disons plutôt l'idéologie scolaire – de la future « révolution nationale ». Et tout ce réservoir d'intellectuels, d'hommes politiques, de grandes figures militaires ou littéraires, mais aussi d'hommes de terrains ou personnalités diverses lui fournira une grande part de ses cadres.

1 – *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, octobre 1932.

2 – Seul, à peu près, Paul Gerbod, dans son ouvrage *Les Enseignants et la politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1976, esquisse un panorama de cette presse pédagogique.

3 – Ce qualificatif de « nationaux » revient souvent dans la presse pédagogique que nous allons étudier.

4 – Voir Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement en France 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968, respectivement p. 259, 246 et 415.

5 – François Georges Dreyfus, *Histoire de Vichy*, Paris, Perrin, 1990.

Les *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges* sont certainement les plus fédérateurs de cette presse scolaire pré-vichyste. Prolongement écrit du « Cercle Fustel de Coulanges » (fondé en 1926 par des membres de l'enseignement secondaire, Georges Cantecor et Henri Boegner – cousin du président de la Fédération protestante de France, la pasteur Marc Boegner), les *Cahiers* réunissent régulièrement, sur le thème de l'école, les plumes les plus brillantes. Le premier numéro, qui paraît en octobre 1928, est lancé sous les quatre signatures – couronnées de lauriers – de Louis Bertrand, Charles Maurras, Louis Dunoyer et Charles Benoist. Le premier – de l'Académie française – vient souhaiter « *longue vie* » à une entreprise qui veut résister à toutes les « *sottises révolutionnaires et cosmopolites* ». Charles Maurras, qui est la véritable tutelle intellectuelle des *Cahiers* <sup>6</sup>, voit dans ce travail l'espoir d'une réfection de l'élite « *plus puissante et plus complète* ». Louis Dunoyer, professeur à la Sorbonne – qui est aussi le président du Cercle Fustel de Coulanges – se réjouit qu'enfin, sous l'égide d'un « *nationalisme intégral* », de « *l'antidémocratie* » et du « *traditionalisme* », existeront désormais, avec les *Cahiers*, un guide pour « *parer aux dangers* » que courent les trois « *ordres de notre enseignement* » <sup>7</sup>. Le directeur, Georges Cantecor, expose assez longuement dans ce premier numéro, l'inspiration et les objectifs de cette entreprise. Le travail des *Cahiers* se place essentiellement sous l'égide de la lutte contre tous ceux qui, au sein de l'école, veulent « *démolir la nation* ». C'est principalement le maître communiste qui est visé et son « *grossier antipatriotisme* », mais plus généralement, cet « *esprit révolutionnaire* » (allusion aux cartellistes et autres socialistes) qui affecte tous les degrés de l'enseignement ; car c'est tout « *l'enseignement qui pactise avec l'esprit révolutionnaire* ». C'est « *l'intrus indésirable* » que les *Cahiers* veulent chasser de la sphère scolaire, le « *démagogue* », celui qui « *tend ses mains sales vers le cœur et le cerveau de nos enfants* » et utilise l'école pour mieux proclamer son « *internationalisme* », y faire sa « *propagande anti-française* ». Ensuite, Georges Cantecor assigne aux *Cahiers* la volonté de « *défendre l'intelligence* », la « *haute culture* » que justement les démagogues révolutionnaires taillent en pièce avec leurs promesses partageuses qui exploitent la naïveté populaire. Ce qu'il faut, c'est promouvoir des « *élites éclairées* », seules capable de conduire la masse et de la défendre contre les « *charlatans* » qui la trompent « *odieusement* ». Et pour cela, seront « *analysés avec beaucoup de soin* » les desseins qui se cachent derrière la « *très trouble et très confuse campagne de l'école unique* ». Enfin, Georges Cantecor dans son apologie du patriotisme scolaire, et la dénonciation des dangers qu'il court, explique la référence tutélaire à Fustel de Coulanges. Le « *grand historien national* », cet universitaire de haut rang, a gagné en légitimité, à leurs yeux, d'avoir célébré par ses travaux « *l'amour du*

6 – Le n° 1 des *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges* d'octobre 1932 parle de Charles Maurras comme celui « *sans lequel un banquet ne se conçoit pas* ».

7 – *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, n° 1, 1928.

*passé* » et le respect des « *générations précédentes* »<sup>8</sup>. Tous les ans, les *Cahiers* réunissent au dîner annuel leur parterre de têtes couronnées. Louis Bertrand, on l'a vu, avait ouvert le premier de ces dîners le 23 juin 1928. Charles Maurras et Louis Dunoyer président ceux de 1929. Des dîners qui réunissent un carré habituel de fidèles mais aussi des sympathisants plus occasionnels. Celui de 1931, outre Louis Bertrand, Charles Maurras – « *l'inspirateur* » – réunit aussi Léon Mirman – « *l'ami de toujours* » –, le docteur Récamier ou Henri Massis. Abel Bonnard, qui préside cette réunion, vient dire toute sa passion pour cette « *noblesse humaine* » que les gens du *Cercle*, à son avis, pérennisent<sup>9</sup>. Certaines années sont marquées par la présence de personnalités auxquelles les *Cahiers* veulent rendre un honneur particulier. En 1932, le dîner annuel est présidé par un « *Maréchal de France* », un véritable « *héros national* », le Maréchal Lyautey. Albert Rivaud préside celui de 1934. C'est une bonne part de ce que compte, à droite, d'intellectuels brillants, d'hommes politiques réputés ou de personnalités importantes que les *Cahiers* accueillent en leur sein pour militer pour une école « *nationale* ».

Parallèlement à cette figure de proue du militantisme scolaire gravite, dans cette mouvance politique, toute une presse de plus ou moins grande importance mais qui draine, elle aussi, les figures les plus illustres de l'entre-deux-guerres et de la future révolution nationale.

*L'École Française*, dont le premier numéro paraît en mars 1934 (et le dernier paraîtra en 1939) est très représentative de cette presse militante. Créée par Serge Jeanneret, « *instituteur public* », elle réunit un comité de rédaction, sans doute plus anonyme que celui des *Cahiers*, mais aussi plus ancré dans la réalité pédagogique. André Joussain, Maurice Jeannard, René Jeanneret, Émile Jegouzo, René Pernet ou Pierre Heinrich et Serge Jeanneret lui-même (qui sont des enseignants de l'enseignement public) sont des hommes de terrain. Résolument nationaliste, *L'École Française* se bat pour la défense du patriotisme dans l'enseignement primaire et contre les organisations qui « *propagent les erreurs révolutionnaires* ». Elle poursuit une œuvre de « *redressement national* » dans un combat où, monarchistes et républicains, dit-elle, luttent « *côte à côte* » pour rendre « *à la France une école digne d'elle* », c'est-à-dire « *débarrassée des politiciens* » et « *libérée des francs-maçons* »<sup>10</sup>. Dès novembre 1934, *L'École Française* commence une « *Enquête sur les Humanités* ». Il s'agit de savoir si la culture fondée sur l'étude des Lettres françaises et étrangères peut remplacer la culture qui s'attache traditionnellement à la connaissance des anciens. Ensuite, si les instituteurs ont droit aux humanités gréco-latines, au même titre que les autres Français qui poursuivent une carrière libérale (médecins, avocats, universitaires...). Là encore,

8 – Georges Cantecor, « Le Cercle Fustel de Coulanges », *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, n° 1, 1928.

9 – « Discours de M. Abel Bonnard, de l'Académie française », *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, n° 6, juillet 1933.

10 – « Qu'est-ce-que L'école française ? », *L'École Française*, 10 octobre 1936.

les grandes plumes sont sollicitées : Albert Rivaud, Mme Dussane (de la Comédie française), le docteur Ch. Fiessinger (membre de l'Académie de médecine), Marcel Déat, Abel Bonnard (de l'Académie française), Pierre Gaxotte (historien et journaliste) ou encore Pierre Dufrenne (qui a écrit un livre sur l'école unique) viennent prendre position. De novembre 1934 à février 1935, une seconde enquête est ouverte sur la « *défense nationale* ». C'est sur la base d'une volonté de réforme des institutions françaises (les rapports entre l'École et l'Armée) que ce questionnaire est adressé, cette fois, aux grandes figures militaires. Le Maréchal Pétain, le général Weygand, le Maréchal Franchet d'Esperey, le général Prételat, Clément-Grancourt ou encore Charles Devert y dressent une apologie vigoureuse d'une école qui, sans être paramilitaire, disent-ils, doit cultiver le sentiment du patriotisme chez l'élève <sup>11</sup>. « *Faites*

11 – « Une enquête de *L'École Française*. L'école et la défense nationale. Réponse de M. le Maréchal Pétain et réponse de M. le général Weygand », *L'École Française*, 20 décembre 1935.

*nous de bons Français et nous en ferons de bons soldats* » (aphorisme du général Chanzy) est la réponse que font ces militaires aux questions posées <sup>12</sup>.

Par ailleurs, outre ces enquêtes qui concrétisent bien les axes de réflexion du journal, *L'École Française* mène plusieurs types de combats. Pierre Heinrich, par exemple, (qui est professeur agrégé d'histoire, docteur ès lettres) stigmatise dans de régulières chroniques, ce qu'il appelle « *L'histoire contre la France* » telle qu'elle est écrite par Ernest Lavisse. Heinrich s'insurge contre ces historiens « officiels », et leurs livres scolaires diffamant le passé national. Sous leur plume, le Moyen Âge, par exemple, devient pour les élèves qui les lisent, une époque où les gens croupissaient sous la férule des rois dans la plus crasse ignorance <sup>13</sup>. Ces historiens-idéologues ne font du passé monarchique qu'un objet à haïr, exacerbent les inégalités de l'époque entre les différentes classes sociales et portent aux nues une Révolution française qui serait venue mettre fin à cette misère (oubliant tout le travail des capétiens pour l'élaboration de l'unité nationale) <sup>14</sup>. Pierre Heinrich lutte contre ce qu'il appelle le « mensonge des libérations révolutionnaires » qui veulent faire passer la Révolution française pour l'aube merveilleuse de l'humanité alors que l'Ancien régime n'aurait été que son obscure nuit. Pierre Heinrich, mort en mai 1936, André Jousain (lauréat de l'Institut, docteur ès Lettres, professeur agrégé de philosophie au lycée de Périgueux) reprend le flambeau de cette littérature anti-républicaine <sup>15</sup> où il reprend – en philosophe – une critique des valeurs démocratiques. C'est lui qui, désormais, travaille sur ce qu'il nomme une « philosophie de l'Histoire de la Révolution française » <sup>16</sup>.

Outre ces deux grands pans de l'engagement de *L'École Française*, – enquêtes et analyses critiques de la pédagogie de l'histoire de France, qui mobilisent une part importante des investigations du journal – celui-ci mène essentiellement trois autres combats. D'abord de virulentes attaques contre la franc-maçonnerie – dont le scandale de l'affaire Stavisky – ont démontré à l'évidence la « puissance malfaisante ». Le journal affiche régulièrement dans ses colonnes la liste de noms de tous les enseignants appartenant à la franc-maçonnerie : « *Si la franc-maçon est une association avouable pourquoi se cacher d'en faire partie ?* » <sup>17</sup>. Il dénonce encore leur mentalité « d'esclaves » totalement livrés à leur hiérarchie et leurs pratiques sournoises où les affiliés cachent honteusement une participation qui ne se manifeste jamais au grand jour <sup>18</sup>. Des « esclaves sournois » qui, en même temps, sont des exploités – des « ploutocrates » <sup>19</sup> – qui exploitent sans vergogne les paysans français en spéculant sur les stocks de blé. Des fortunés qui cumulent à la fois la fourberie du franc-maçon, la rapacité du juif et l'affairisme des véreux. Le Syndicat national des instituteurs et son chef André Delmas sont les autres grands adversaires

12 – « Une enquête de *L'École Française*. L'école et la défense nationale. Réponse de M. le Maréchal Pétain et réponse de M. le général Weygand », *L'École Française*, 25 janvier 1936.

13 – Pierre Heinrich, « L'histoire officielle contre la France. L'ignorantisme du Moyen Âge », *L'École Française*, 10 novembre 1934.

14 – Pierre Heinrich, « L'histoire officielle contre la France. Le scandale des « injustices sociales », *L'École Française*, 25 décembre 1934.

15 – André Jousain, « La crise du bon sens. Le culte de la Révolution », *L'École Française*, 10 novembre 1935.

16 – André Jousain, « Philosophie de la Révolution française. L'ambiance intellectuelle », *L'École Française*, 10 avril 1936 et « La Révolution était-elle inévitable ? », *L'École Française*, 10 juin 1936.

17 – E. Jegouzo, « Les francs-maçons dans l'enseignement », *L'École Française*, 25 janvier 1934, 10 février 1935, 25 février 1935 et 10 mars 1935 et « Les sublimes secrets du Royal secret », juillet 1935.

18 – « Les esclaves », *L'École Française*, 1er juin 1935.

19 – « Les francs-maçons contre les paysans », *L'École Française*, 10 octobre 1935.

20 – « Des textes... », *L'École Française*, 25 mars 1935.

21 – Serge Jeanneret, « L'unité. Face au syndicat national », *L'École Française*, 10 avril 1937 et 25 avril 1937.

22 – Albert Rivaud, « Marxisme et éducation », *L'École Française*, 25 octobre 1936, 10 novembre 1936, 25 novembre 1936, 20 décembre 1936, 25 janvier 1937, 10 février 1937, 10 avril 1937.

23 – Charles Maurras, « La tradition vivante », *L'École Française*, 25 décembre 1937 ; Léon Bérard, « L'opinion d'un ancien ministre de l'Instruction publique sur notre enseignement », 25 janvier 1938 ; Thierry Maulnier, « Progrès et culture », 25 janvier 1939.

res de *L'École Française*. Accusé d'antipatriotisme, de pacifisme, de neutralisme, d'anti-cléricalisme <sup>20</sup>, le journal n'a de cesse de dénoncer le « *cégétisme* » de cette organisation qui ne rêve que de révolution sociale et, en définitive, lutte contre les intérêts de la Nation <sup>21</sup>.

Mais les offensives principales sont menées contre Jean Zay. Dans son numéro du 10 février 1936, le journal affiche en pleine page son pastiche sur le drapeau laissant, en seule guise de commentaires, les lecteurs juges des « *divertissements* » de jeunesse du ministre. Le placard est économe de commentaires mais met bien en évidence les injures de l'époque envers le drapeau, cette « *saloperie, cette loque, ce torche-cul* ». Une attaque qu'elle reprend dans le numéro d'avril 1938 en dénonçant le « *scandale* » qu'il y ait à la tête de l'Éducation nationale un Français qui ne peut ni par les origines, la race, le sang, la raison ou le cœur se réclamer du titre de Français. Enfin, Albert Rivaud mène de son côté de régulières attaques contre le marxisme. D'octobre 1936 à avril 1937 il ne consacre pas moins d'une dizaine de longs articles au thème « *Marxisme et éducation* ». Il s'agit de saisir les rapports qu'entretient la pédagogie avec cette idéologie et de se demander si elle mérite que lui soit livrée l'âme des enfants. Cette philosophie de « *guerre sociale* » enseigne que la guerre est partout, que la colère et la haine sont les moteurs universels des actions humaines et que les « *possédants* » gagnent toujours les batailles sur des plus faibles qu'ils réduisent en esclaves, en prolétaires. D'où, pour les révolutionnaires, ce travail d'éducation du peuple, d'émancipation pour le faire sortir des ornières de la soumission. Tel est le marxisme : idéologie de haine méthodiquement appliquée par les instituteurs et institutrices gagnés aux idées de la Révolution. Poings levés vers des frères ennemis, délation, jalousie, haine, embrigadements dans les scouts rouges : tels sont les « *noyautages* » idéologiques auxquels les instituteurs, ces « *pédagogues marxistes* », gagnés à ces idéaux, participent <sup>22</sup>. Par ailleurs, *L'École Française* tisse un ensemble de relations intellectuelles indispensable à toute revue digne de ce nom. En avril 1935, par exemple, elle invite ses lecteurs, au nom de L'Union corporative des instituteurs, à une conférence d'André Bellessort sur « *La passion des Belles Lettres depuis le XVIIème siècle* ». Elle rend hommage, dans son numéro du 10 juillet 1939, à l'élection d'Albert Rivaud à l'Académie des Sciences morales et politiques. Elle fait encore la publicité des livres d'Abel Bonnard, du général Clément-Grandcourt ou à l'ouvrage destiné aux écoles primaires *Histoire de France* de Pierre Heinrich et D'A. de Beaucorps. Elle donne la parole, on l'a vu, au général Weygand, à Charles Maurras, Léon Bérard ou Thierry Maulnier <sup>23</sup>.



*L'Instituteur National*, journal édité sous le patronage de la « Belle France », qui connaîtra une existence assez courte (le premier numéro paraît en 1936 et le dernier en 1939), est plus modeste. Composé de seulement cinq à six feuillets, créé et animé par Pierre Delhomme et Émile Bocquillon, il est tout aussi politique que ses confrères mais aussi beaucoup plus pédagogique. Le premier numéro, qui démarre en 1936, porte en exergue une citation d'Abel Bonnard où il est question de « bataillons fiers et magnifiques » qui doivent se dresser devant les « opinions révolutionnaires »<sup>24</sup> (Il est vrai qu'Abel Bonnard, l'auteur de *L'Éloge de l'ignorance* paru en 1926, et de plusieurs ouvrages littéraires, est académicien depuis 1932). Il s'agit de donner aux instituteurs un autre idéal que celui que leur propose le Syndicat national et « ses meneurs aux ordres de Moscou », de les arracher à l'emprise néfaste des « tyrans soviétiques », de « ranimer la flamme nationale » et de créer un vaste mouvement d'opinion pour soutenir les maîtres courageux qui enseignent l'amour de la patrie, les « respect des traditions », la « soumission à la Nation ». Les deux premiers numéros s'ouvrent sous la plume d'Émile Bocquillon, sur une enquête – dans le style que mène *L'École Française* – sur « La mission patriotique des instituteurs ». Alexandre Millerand, Léon Bérard, le Maréchal Franchet d'Esperey, Marcel Prévost (de l'Académie française), Louis Lumière et quelques autres autorités comme le Professeur Sergent (de l'Académie de médecine) ou Georges Goyau (de l'Académie française), dont les photos sont fièrement exposées, viennent y apporter de chaleureuses contributions. Le Maréchal d'Esperey parle « d'œuvre des plus utiles », Léon Bérard applaudit à cette entreprise « de redressement national », Alexandre Millerand se réjouit que le journal vienne exalter dans l'âme des enfants le sentiment national.

Le journal travaille autour de trois grands thèmes que se partage principalement Émile Bocquillon, Maurice Jeannard ou Pierre Delhomme. Est dénoncé ce « fascisme rouge », que la gauche incarne derrière le gouvernement Blum et dont Jean Zay n'est que le paravent. L'adversaire principal est la « tyrannique dictature »<sup>25</sup> que prépare le Front populaire – « Le communisme, voilà l'ennemi ! »<sup>26</sup> – et le Syndicat national des instituteurs avec son chef Delmas. Un André Delmas qui, inféodé au pouvoir en place, en oublie sa mission de syndicaliste, sacrifiant celui-ci sur l'autel de son allégeance au Front populaire<sup>27</sup>. André Delmas est en quelque sorte l'incarnation suprême de l'ennemi pour ces nationaux intransigeants : « Les instituteurs du genre de M. Delmas sont plus dangereux pour la société que les satyres, les ogres, les fous furieux et tous les monstres sadiques en liberté. Car ceux-ci... on les arrête, on les punit, on les soigne... Tandis qu'un instituteur qui apprend à nos fils à cracher sur le drapeau, qui souille méthodiquement l'âme des enfants, leur fausse le jugement, leur bourre le crâne

24 – *L'Instituteur National*, 1er juillet 1936.

25 – « Le Front populaire, la plus tyrannique des dictatures », *L'Instituteur National*, janvier 1937.

26 – « Le communisme, voilà l'ennemi ! », *L'Instituteur National*, décembre 1936.

27 – « La trahison de M. Delmas », *L'Instituteur National*, novembre 1937, et « Les erreurs du SNI. La rançon du parti pris politique », mars 1937.

28 – « Instituteurs nationaux... rassemblement », *L'Instituteur National*, novembre 1936.

29 – « Revendications », *L'Instituteur National*, juillet 1937, « La question des traitements », avril 1938, « Pour l'amélioration des traitements », juillet 1938.

30 – « La réforme des écoles normales », *L'Instituteur National*, mai 1937, et « Réforme de la hiérarchie et réforme de l'inspection académique », *idem*, juin 1937.

31 – « La franc-maçonnerie », *L'Instituteur National*, juillet 1939.

32 – « Le dessin à l'école », *L'Instituteur National*, juillet 1937.

33 – « La pédagogie et le bon sens », *L'Instituteur National*, décembre 1936.

34 – « Une maladie pédagogique », *L'Instituteur National*, janvier 1938.

35 – Le général Madelin, « Un peu d'histoire », *L'Instituteur National*, juillet 1936.

36 – Louis Madelin, « Noblesse oblige », *L'Instituteur National*, octobre 1936.

37 – « Un appel de M. le Maréchal Pétain », *L'Instituteur National*, novembre 1938.

38 – Paul Gerbod, *Les Enseignants et la politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1976, p. 75.

39 – « Pour arracher l'école publique à la bolchevisation », *L'Éducation Nationale*, 14 novembre 1936.

40 – Maréchal Pétain, « Servir », *L'Éducation Nationale*, 1er novembre 1935.

41 – Edmond Barrachin, « Le redressement national », *L'Éducation Nationale*, novembre 1935.

*d'idéologies subversives...* »<sup>28</sup>. Un syndicalisme dont le journal se veut le pendant national. Il prend très régulièrement position sur le statut des enseignants, s'intéresse de près à la « *question des traitements* » dont il défend la progression<sup>29</sup>, donne encore son avis sur la réforme des Écoles normales<sup>30</sup> ou celle de l'Inspection académique. Le journal s'en prend aussi à la franc-maçonnerie, « *Gigantesque club d'action révolutionnaire... noyautage des services publics, etc.* »<sup>31</sup>. Enfin, politique, syndicaliste, *L'Instituteur National* a, de plus, une vocation pédagogique. Il demande, par exemple, de réformer la géographie « *dans le sens national* », fait l'apologie du « *dessin à l'école* » (ce qui serait une façon de remettre à l'honneur, dit-il, le graphisme dans ses rapports avec les vieux outils)<sup>32</sup>. Le journal s'en prend à une école qui désormais « *a pris la mémoire en grippe* » (que l'on oppose à « *l'intelligence* »). Il se lamente que l'on se lance toujours plus dans de « *pures discussions didactiques* »<sup>33</sup>, défend la « *répétition* », les « *dictées* », la « *mémoire* » contre les modes du jour : « *l'intelligence* », le « *raisonnement* », la « *simplification de l'orthographe* ». Plus généralement, il s'insurge contre la « *maladie du nouveau* » qui sévit dans « *notre pédagogie comme ailleurs* »<sup>34</sup>. À l'occasion, quelques grandes plumes viennent donner un avis. Le Général Madelin – de l'Académie française – vient expliquer, à la lumière des victoires allemandes de 1870, toute la nécessité de l'éducation patriotique<sup>35</sup> et dénonce encore le « *Congrès des instituteurs syndiqués* », les « *extravagances des congressistes* » qui affichent dans leur réunion un anti-patriotisme que leur statut d'enseignant – « *ils ne sont pas des fonctionnaires comme les autres* »<sup>36</sup> – ne devrait pas autoriser. Quelques extraits du « *très beau discours* » commémoratif du Maréchal Pétain du 20 novembre 1938 viennent rehausser le prestige de ce modeste journal. Il y est question de « *déclin* » dû à « *l'abandon de toute vie spirituelle* » que ne peuvent relever qu'une politique de consolidation de la famille et une « *éducation vraiment nationale* »<sup>37</sup>.

*L'Éducation Nationale*, l'organe de diffusion du mouvement « *Jeunes instituteurs et Parents de France* » créée en 1935<sup>38</sup> par Robert Fortier (instituteur de la région parisienne), n'est pas en reste dans cette dénonciation virulente du « *soviétisme* » et autre « *bolchevisation* » qui imprègnent les arcanes de l'Éducation nationale<sup>39</sup>. Son premier numéro, qui paraît lui aussi sous les auspices bienveillants du Maréchal Pétain – dont la photo et la sentence « *Servir !* » viennent rehausser l'importance de la Une – est un vibrant appel au civisme patriotique des enseignants<sup>40</sup>. Le grand objectif du journal est de contribuer au redressement du sentiment national<sup>41</sup>. Ses écrits tournent autour de trois grands axes : lutte contre le bolchevique, le pacifique, le franc-maçon. Pour le bolchevisme, il touche, aux dires du journal, la grande masse des instituteurs qui ne sont que des victimes guidées par leurs dirigeants



dont la tête est malade – « *Le poisson pourrit par la tête* ». Les Écoles normales deviennent, ainsi, des foyers de révolution sociale où les professeurs sont « *cuisinés* » par les formations révolutionnaires. Le SNI et son chef Delmas sont les cibles privilégiées, ainsi que les francs-maçons, dont il faut extraire la dictature de l'enseignement public <sup>42</sup>. Jean Zay n'est que l'artisan de ces menées pernicieuses <sup>43</sup> : « *Pourquoi, Monsieur le ministre, augmentez-vous la durée de la scolarité ? Pour mieux bolcheviser le pays !* » dit un dessin de Reney. Des critiques qui n'épargnent pas Léon Blum. Son ouvrage *Le Mariage* n'est qu'un « *livre déshonorant et malpropre* », quelque turpitude décadente de « *métèque* » qui déshonore la France « *suivant un plan judéo-maçonnique pour la tuer plus sûrement* » <sup>44</sup>. Le journal y développe un anti-maçonnisme doublé d'un antisémitisme, et d'un anti-affairisme violemment dénonciateurs : « *Le drapeau rouge de Moscou, aux fenêtres des Rothschild, des douze magnats juifs qui fondèrent l' "Humanité", des Zeeven, des révolutionnaires qui doivent tout aux commandites de la haute banque, est tout à fait le drapeau qui convient au Quatorze juillet, jour d'émeute organisé par des agioteurs millionnaires et à leur profit ! Le Quatorze juillet est encore la preuve que les révolutions ne sont jamais faites par le peuple comme l'insinue la phraséologie maçonnique, mais par des millionnaires désireux de pêcher en eaux troubles... La fête de la République Troisième passe chez les hitlériens pour être la fête des poivrots* » <sup>45</sup>. Là encore, quelques autorités viennent agrémente le journal de leurs présences prestigieuses. Louis Bertrand fait un rapport élogieux du livre du Maréchal Weygand *Comment élever nos fils* dans le numéro du 5 juin 1937. Des propos du Maréchal Pétain sont affichés dans celui du 24 octobre 1936 <sup>46</sup>. Les derniers numéros qui paraissent en 1938 sont signés Henry Bordeaux.

À ces journaux de pédagogues engagés correspondent les journaux beaucoup plus politiques. Peu soucieux de pédagogie, ces journaux suivent de près les questions scolaires, en idéologues militants. Le journal *Les Étudiants de France* est typique de cette presse droitière à visée scolaire. Organe des « *phalanges universitaires des jeunesses patriotes* » de Pierre Taittinger (le député de Paris) dont le directeur est Roger de Saivre et le rédacteur en chef

42 – « Le véritable visage du « Front laïque » ou la franc-maçonnerie dans l'enseignement public », *L'Éducation Nationale*, 20 mai 1936.

43 – R. Soudée, « L'absurdité de la loi Jean Zay », *L'Éducation Nationale*, 6 juillet 1936.

44 – « Le mariage selon Blum », *L'Éducation Nationale*, n° 42, 1937.

45 – *L'Éducation Nationale*, « 14 juillet rouge », Jean Drault, 20 juillet 1936.

46 – *L'Éducation Nationale*, « Paroles de Pétain », 24 octobre 1936.

47 – Jean Capiello,  
« Les étudiants de France »,  
*Les Étudiants de France*, n° 1,  
mars 1929.

48 – Roland de la Serda,  
« Les étudiants de France »,  
*Les Étudiants de France*,  
n° 1, mars 1929.

49 – Émile Bergeron, « L'école  
unique contre la liberté »,  
*Les Étudiants de France*,  
n° 2, janvier 1932.

50 – « La gratuité de  
l'enseignement. Résultat d'une  
réforme démagogique »,  
*Les Étudiants de France*,  
n° 24, novembre 1931.

51 – Roland de la Serda,  
« Question d'enseignement »,  
*Les Étudiants de France*,  
n° 3, mai 1929.

52 – Roland de la Serda,  
« Question d'enseignement »,  
*Les Étudiants de France*,  
n° 4, juin 1929.

53 – « Le responsable.  
À Monsieur Delmas », *Écoles  
de France*, 1er décembre 1938.

54 – « L'impossible M. Jean  
Zay », *Écoles de France*,  
janvier 1939.

55 – « Grâces et beautés de notre  
littérature. Rabelais ou  
la gauloiserie française », *Écoles  
de France*, janvier 1939.

Raymond Turin, *Les Étudiants de France* tire à boulets rouges sur la gauche. Déterminé, utilisant une prose de combat – que la gauche d'ailleurs lui rend bien (il suffit de lire *L'École Émancipée*) – le journal se veut patriote et traditionnel. Jean Capiello, le chef des phalanges de Paris, résume assez bien les positions du journal : « *Que nos adversaires sachent bien qu'ils le [le journal] trouveront toujours sur leur route prêt à défendre nos vieilles traditions étudiantes françaises et patriotes* »<sup>47</sup>. Il s'oppose farouchement à l'école unique que veulent installer Édouard Herriot et quelques autres. Le journal parle (dans un refus de l'État très maurrassien) d'un « *étatisme socialisant qui brise les initiatives privées* », parce que nous savons, dit-il, que « *l'État, mauvais commerçant, mauvais industriel, est un éducateur détestable* ». Ironisant lourdement sur un État qui a promu l'instruction à travers le pays – « *tout Français sait lire son journal* » – *Les Étudiants de France* souligne, par contre, son incapacité à « *façonner des consciences* ». Son enseignement primaire est trop imbibé de « *philosophie socialo-laïque... quand ce n'est pas communiste, à l'usage de l'homme moyen* »<sup>48</sup>. L'école unique, non seulement est « *démagogique* » mais elle est aussi satanique : « *L'école unique est la trouvaille diabolique de la franc-maçonnerie... la majorité des cerveaux sera préparée par la propagande soviético-maçonnique* »<sup>49</sup>. La gratuité scolaire – autre cheval de bataille de cette droite horrifiée des promiscuités qu'elle engendrerait, quand la gauche se réjouit des fraternités qu'elle suscitera – provoque les invectives de cette presse « *traditionnelle* » : « *Si vous voulez voir... le résultat du vote de la gratuité de l'enseignement en sixième et en cinquième, allez donc assister à la rentrée des classes... où l'on mettra tout ce monde ?* »<sup>50</sup> Enfin, les grandes figures qui militent, à gauche, pour une école plus démocratique ne sont pas épargnées. Édouard Herriot, Bayet, Victor Basch reçoivent leurs lots d'invectives. Le journal ironise sur les « *trémolos Baschiques* »<sup>51</sup> et les « *petites phrases ronflantes* » comme celles du « *droit à la science comme le droit au pain* »<sup>52</sup>.

Cette littérature engagée sur l'école se tempère de journaux certes militants mais moins virulents dans leur expression. C'est le cas de l'éphémère *Écoles de France*, l'organe bimensuel d'information et de défense des maîtres de l'Enseignement primaire, dont Émile Bocquillon est le chroniqueur le plus régulier. Si l'on y trouve les habituelles attaques contre le Syndicat national des instituteurs et son chef André Delmas<sup>53</sup> ou contre Jean Zay<sup>54</sup>, *Écoles de France* a beaucoup plus le souci de la pédagogie que de la politique. Il s'agit moins d'attaquer l'adversaire que de glorifier régulièrement les grandes figures marquantes qui ont fait la France. De conséquentes biographies de Rabelais<sup>55</sup>, de Louis XIV, de Ronsard ou de Colbert – souvent d'ailleurs joliment illustrées – veulent révéler au public ces grands hommes. De même, une rubrique – « *La vie*

*féminine* » – vient, photos à l'appui, donner des conseils aux femmes françaises pour s'habiller avec goût<sup>56</sup> ou livrer des indications pratiques pour améliorer leur quotidien domestique<sup>57</sup>. Y sont présentés des vêtements bien taillés, des intérieurs d'appartements joliment décorés. La femme française apparaît sous les traits d'une féminité souriante et pimpante. De même le patriotisme colonial y est exalté par d'importants dossiers sur « *l'empire noir* »<sup>58</sup>, ou la « *France lointaine* »<sup>59</sup>, bien présentés et bien documentés.

Il existe aussi, en plus de cette presse dirigée par des enseignants et qui leur est destinée, une presse plus particulièrement consacrée à l'enfant ; une littérature que l'on pourrait qualifier de politico-pédagogique. C'est le cas du journal *Les Enfants de France* qui combine, à la fois, la formation politique et l'éveil de l'enfant. Ce n'est plus, cette fois, le monde de la polémique brutale des adultes, mais celui de la jeunesse et de sa féerie – plutôt chevaleresque – qui est mis en avant. Mais ces héros sont particuliers, ce sont les « *grandes figures de la France* ». Le premier numéro apparaît le 1er mars 1928, le dernier paraîtra en 1938. Il s'agit de faire rêver les jeunes Français avec des « *contes merveilleux* ». Henry Bordeaux, Louis Madelin, André Chaumeix, Henri de Régnier, André Maurois – on voit que ce ne sont pas des moindres – se chargent de magnifier les exploits militaires et coloniaux des grands chefs français. Superbement reliés, magnifiquement illustrés – couleurs flamboyantes et exaltantes –, les articles glorifient le Maréchal Foch, Georges Scapini (le président des Aveugles de guerre, député de Paris), ou dissertent avec enthousiasme sur le scoutisme.

Le Gouvernement de Vichy, son idéologie et sa politique scolaire, ne peuvent se comprendre qu'à la lumière de cet engagement. Bon nombre, en effet, de ceux qui se battent contre l'école du Cartel des Gauches, du Front populaire et plus généralement contre la République, se retrouveront sous « l'État français » à des postes importants. Par exemple Albert Rivaud, dont on a vu le prosélytisme plumitif dans *L'École Française* ou dans les *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, est le premier des ministres de l'Éducation du Gouvernement de Vichy du 17 juin au 12 juillet 1940. Abel Bonnard qui, de son *Éloge de l'ignorance* écrit en 1926 à ses

56 – « À l'école et à la maison », *Écoles de France*, 1er novembre 1938.

57 – « Pour la pluie », *Écoles de France*, 5 février 1939.

58 – « Notre empire noir : l'AOF », *Écoles de France*, 1er décembre 1938.

59 – « La France lointaine. Notre place aux Antilles », *Écoles de France*, 1er novembre 1938, et « Notre présence en Tunisie », *Écoles de France*, 5 février 1939.

textes dans *L'École Française* ou les *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, a montré tout son intérêt pour la chose scolaire, sera ministre de l'Éducation nationale d'avril 1942 à août 1944. Robert Fortier, sous le Gouvernement de Vichy, bénéficie de l'intérêt du général Weygand et du Maréchal Pétain <sup>60</sup>. Serge Jeanneret occupe un temps un poste de chargé de mission au ministère d'Abel Bonnard <sup>61</sup>. André Bellessort aurait été pressenti par le Maréchal Pétain comme successeur à l'Éducation nationale (en concurrence avec Abel Bonnard) <sup>62</sup>. Henry Bordeaux, un des thuriféraires du Maréchal (avec son *Images du Maréchal Pétain* paru en 1941) fait l'apologie d'un enseignement primaire rapproché des réalités de la vie ouvrière et agricole d'une instruction secondaire revenue aux humanités. René Benjamin écrit certains discours du Maréchal Pétain ou des ouvrages à sa gloire (*Le Maréchal et son peuple*, *Les Sept étoiles de France*, *Le Grand homme seul*), puis, en 1941, un *Vérités et rêveries sur l'éducation*.

Nombreux, engagés, décidés, les « nationaux » sont prêts, on l'a vu, pour œuvrer au service de la cause scolaire. C'est ce qu'ils feront sous la « révolution nationale » ; le « Vichy d'avant Vichy » prendra, sous l'État français, une « revanche » méditée depuis longtemps.

*Jean-Michel Barreau*

60 – Claude Singer, *Vichy, l'université et les juifs*, Paris, Les Belles Lettres, 1992, p. 35.

61 – Remy Handourtzel, *La Révolution nationale contre l'école républicaine*, mémoire de maîtrise d'Histoire contemporaine, Paris X, (sous la direction de René Rémond), novembre 1982, p. 126.

62 – Jérôme Carcopino, *Souvenirs de sept ans, 1937-1944*, Paris, Flammarion, 1953, p. 279.